



OPENING DOORS



MAPPING THE LANDSCAPE FOR SUSTAINABLE ENERGY,
GENDER DIVERSITY & SOCIAL INCLUSION



Droits d'auteur ET CLAUSE DE NON- RESPONSABILITÉ

© 2017 Substaminale Energy for All

Bureau de Vienne

Tour Andromède, 15e étage
Donau Strasse 6
1220 Vienne, Autriche
Téléphone : +43 676 846 727
200 www.SEforALL.org

Washington, DC Office

1750 Pennsylvania Ave.
NW Washington, DC 20006 ÉUA
Téléphone : +1 202 390 0078

Ce travail est un produit de Sustainable Energy for All (SEforALL). Les conclusions, interprétations, et les conclusions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions de SEforALL, de son conseil d'administration, ou de ses donateurs.

SEforALL ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les frontières, les couleurs, les dénominations et les d'autres informations figurant sur les cartes de ce document n'impliquent aucun jugement de la part de SEforALL, concernant le statut juridique d'un territoire ou l'approbation, ou l'acceptation de ces frontières.

Ce document a été réalisé avec le soutien financier du Wallace Global Fund et d'un donateur anonyme. Les opinions exprimées ici ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle du Wallace Global Fun

DROITS ET PERMISSIONS

Les documents de ce travail sont soumis au droit d'auteur. Étant donné que SEforALL for All encourage la diffusion de ses connaissances, ce travail peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales si l'attribution complète de ce travail est donnée à Sustainable Energy for All (SEforALL) comme suit :

Ouvrir les portes : Cartographier le paysage pour l'énergie durable, la diversité des sexes et l'inclusion sociale
Sustainable Energy for All, Washington, DC. Licence : Non commerciale - Aucuns dérivés 4.0- Internationaux (CC BY-NC-ND 4.0).

Crédits photo : Archives GMB (couverture, en haut), Arley Mardo/ENERGIA (p. 07, p. 19), Sven Torfinn/ENERGIA (p. 11), Ellen Morris, Columbia University Capstone Workshop (dernière page, en bas à droite).

REMERCIEMENTS

Ce rapport est le résultat de contributions provenant d'une gamme d'intervenants du monde entier. Nous remercions tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de l'approche, de la base de données, aux données, à l'analyse et à l'ampleur de ce travail.

Le rapport a été rédigé par une équipe dirigée par Sustainable Energy Solutions avec la contribution de Sustainable Energy for All (SEforALL), y compris : Ellen Morris, Catherine, Diam-Valla Jennye Greene, et Aamina. Teladia Tous les auteurs ont participé à la recherche documentaire, aux entretiens des intervenants, aux entrées des bases de données, à la vérification des données, aux analyses, et à la rédaction des conclusions. Stefan Magnusson a conçu la base de données Microsoft Access qui a été utilisée pour recueillir des données et les contributions issues des entrevues.

Le rapport a été commandé par SEforALL. L'équipe de SEforALL était dirigée par Jane Olga Ebinger, avec Fiona Messent et Maeve Hogel, qui ont travaillé en étroite collaboration avec les auteurs. Les membres suivants du personnel de SEforALL ont apporté leur aide : Annette Aharonian, Sameer Ahmad, Juan Cerda, Peyton Fleming, Callum Grieve, et Beth Woodthorpe-Evans.

Une orientation et une supervision précieuses ont été apportées par Rachel Kyte, P.DG et représentante spéciale auprès des Nations-Unies. Secrétaire- général de Sustainable Energy for All.

SEforALL tient à remercier les étudiants diplômés de Inno Energy Master's, y compris : Agata Mucha, Laura Broleri, Rudolph Santarromana, Markus Schwenk, Muhammad Awaiz, Akila Fernando, Lalitha Srilal, Kannangara Arachige, Mihirani Kethumalika, Agam Podige, Sanchintha Praghna, et Darshana Rathnayake pour leurs apports en matière de

SEforALL tient également à remercier Faustine Araba Boakye, Tenley Dalstrom, Chibeze Ezekiel, Denise Mortimer, Han-nah Mottram, et Sarah Wykes pour leur collaboration et soutien précieux en permettant la communication par le biais de leurs réseaux, afin d'identifier les intervenants aux fins d'inclusion dans la base de données.

Sustainable Energy Solutions tient à remercier Rashide Assad Atala, Maxence Chabanne, Enrique Gómez Junco, Tinyade Kachika, Aboubacar Oualy, Marcela Maldonado, Sylvain Thiombiano, Desirée Yamba, and Sylvie Yameogo pour leurs contributions à la recherche et pour leurs entrées sur la base de données.

Nous remercions également : Paula Keogh (éditeur), Natalie Lanham-Parker (designer), and Beyond Words (Visualisation de données et conception visuelle).

Nous tenons également à remercier ceux qui ont participé au comité de pilotage, ont apporté leurs contributions au cours des travaux de recherche, de la cartographie, et/ou ont soumis le rapport à un examen par des pairs, incluant : Betsy Dietel (Dietel Partners), Ren Dietel (Dietel Partners), Susan Gibbs (Wallace Global Fund), Sheila Oparaocha (ENERGIA), Monica Maduekwe (ECREEE), Erla Hlín Hjálmarisdóttir (UNU-GEST), Rebecca Pearl-Martinez (Tufts University), Noah Mayieka (Practical Action), Sita Adhikari (Empower Generation), Rose Mensah-Kutin (ABANTU for Development), et Azi Khalili (consultant).

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude pour son aide financière au Wallace Global Fund.

AVANT-PROPOS

Partout sur la planète, des gens vivent encore sans services énergétiques fiables, abordables, tels que l'électricité de base et des carburants propres, ainsi que des technologies de cuisson. Les efforts visant à combler ces lacunes ne progressent pas assez vite.

Les femmes, les enfants, et les plus marginalisés, vivant dans des bidonvilles urbains et dans des régions rurales d'Afrique et d'Asie, sont laissés pour compte. Ils sont particulièrement sujets aux maladies et aux décès prématurés dus à la cuisson avec du kérosène, du fumier animal, du bois, ou du charbon de bois. Ils sont également les plus vulnérables aux effets du changement climatique, y compris des conditions météorologiques extrêmes, des mauvaises récoltes, les flambées des prix des denrées alimentaires et de la maladie.

Cela doit changer. Maintenant.

Sans de nouvelles stratégies visant à accorder une voix plus forte concernant les questions énergétiques aux groupes vulnérables, nous risquons de continuer à les laisser pour compte dans la transition visant à atteindre les objectifs de développement durable et l'ambition de l'accord de Paris sur le changement climatique.

En exigeant que les femmes aient un rôle égal dans la prise de décision concernant la transition énergétique moderne globale, nous pouvons accélérer les progrès en fournissant des services énergétiques durables - services qui vont améliorer leurs vies et leurs moyens d'existence. En adoptant les approches « Ne laisser personne pour compte », nous pouvons mieux comprendre les défis uniques auxquels les populations marginalisées font face en sécurisant et en profitant de l'énergie durable.

Les recherches et les études en Afrique, Asie, et dans d'autres économies émergentes montrent que

l'émancipation des femmes change les décisions énergétiques. Les femmes détiennent une grande influence dans les décisions du ménage liées à l'achat de technologies énergétiques - et encore plus pour ce qui est des technologies de cuisson et d'approvisionnement en combustibles. Elles font ou influencent 80 pour cent des décisions d'achat et elles contrôlent 20 milliards des dépenses globales.

Étant donné que les femmes sont de plus en plus connectées aux services énergétiques modernes, des communautés entières en profitent. Les femmes réinvestissent 90 pour cent de leurs revenus dans leurs familles et leurs collectivités. Elles sont également plus susceptibles que les hommes d'investir une grande partie des revenus du ménage dans l'éducation de leurs enfants, y compris des filles. Une étude récente du Brésil, par exemple, a montré que dans les zones rurales ayant l'accès à l'électricité, les filles sont 59 % plus susceptibles de terminer leurs études primaires.

Nous sommes convaincus de la pensée d'Aristote selon laquelle « le tout est plus grand que la somme de ses parties. » En identifiant et en tirant parti des efforts prometteurs déjà en cours sur l'égalité des sexes, l'inclusion sociale et l'émancipation des femmes, nous pouvons faire une différence beaucoup plus importante - collectivement - en assurant des services énergétiques pour tous et en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte en ce qui concerne la garantie d'un approvisionnement en énergie moderne durable.

Avant de poursuivre dans cette voie ensemble, cependant, nous devons comprendre le paysage dans lequel nous pénétrons. Ce rapport est une cartographie première en son genre, de ce paysage, mettant l'accent sur 45 pays où existent d'importants défis dans la prestation de services énergétiques durables pour tous, y compris l'accès à

l'électricité, à une cuisson saine, à l'énergie renouvelable et à l'efficacité énergétique.

Notre recherche recueille les données de 174 organisations, programmes, et instruments de politique qui sont déjà engagés dans l'égalité des sexes, l'inclusion sociale et l'émancipation des femmes à l'intersection avec l'énergie durable et le changement climatique. Leurs activités sont très vastes, incluant la production et la distribution d'énergie renouvelable, le financement énergétique, la politique énergétique, et le renforcement des capacités sur le terrain. Il y existe également une grande propagation géographiquement, avec la plupart des programmes en cours en Afrique subsaharienne (35 pour cent), suivie par l'Asie du Sud (18 pour cent), en Amérique latine et dans les Caraïbes (15 pour cent), l'Est de l'Asie et le Pacifique (11 pour cent).

Les données ne sont en aucun cas déjà complètes, mais elles révèlent déjà des défis immédiats importants pour les intervenants qui travaillent afin d'obtenir des services énergétiques pour ceux dans le besoin, à la fois rapidement et proprement. Ces défis comprennent : le manque de financement, en particulier le financement pluriannuel ; une faible sensibilisation à l'importance de l'intégration de la problématique hommes-femmes et l'inclusion sociale - ainsi que des considérations liées au changement climatique - dans la conception et la prestation des services énergétiques ; et un nombre très restreint d'instruments politiques cherchant des solutions à ces questions générales.

Ce rapport met en lumière 10 projets prometteurs en cours - du Mexique et de l'Indonésie au Burkina Faso et au Bangladesh. Ces projets sont des exemples de réussite ; mais pour aller au-delà d'une légère amélioration vers une réussite à grande échelle, des changements de plus grande envergure sont nécessaires, en évoluant vers des approches qui intègrent l'égalité, l'inclusion sociale et l'émancipation des femmes.

Nous espérons que ce rapport de cartographie permettra d'identifier les possibilités de tirer parti des succès et de nouer de nouveaux partenariats- donnant une impulsion dans la bonne direction.

À Sustainable Energy for All, nous lançons une nouvelle plate-forme avec nos partenaires - l'accélérateur axé sur les populations - pour faire progresser et renforcer l'égalité des sexes, l'inclusion sociale, et l'émancipation des femmes dans la grande chaîne de valeur énergétique mondiale. En collaborant avec des groupes communautaires, des entreprises et des plates-formes internationales, nous espérons transformer ces idées en réalité.



RACHEL KYTE

Directrice Générale de
Sustainable Energy for All (SEforALL),
et représentante spéciale du
Secrétaire- général des Nations-Unies pour
Sustainable Energy for All.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les femmes, les filles, les minorités ethniques, les autochtones, les personnes handicapées et les migrants sont laissés pour compte dans les acquis du développement humain qui ont été réalisés au cours des 25 dernières années. Ils sont désavantagés, quand il s'agit de l'énergie durable.

Que ce soit sur l'accès à l'énergie de base dans les économies émergentes ou la représentation des postes de direction au niveau des entreprises modernes du secteur énergétique, ces groupes tendent à manquer d'autonomie, d'autorité et de pouvoir de décision. En 2016, les femmes représentaient encore seulement 40 pour cent de la main-d'œuvre mondiale et 23 % des décideurs nationaux.

En outre, les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées — un groupe hétérogène, faisant face à un éventail de défis multidimensionnels — vivent généralement hors de la portée des marchés conventionnels et des économies urbaines. Ils nécessitent des canaux et des services énergétiques qui peuvent fournir des avantages sociaux durables — tels que l'éducation, la santé ou l'infrastructure publique — qui ne peuvent pas être fondés sur le marché ou financièrement durables à court terme.

Il s'agit de tendances que la communauté internationale ne peut accepter, car elle pousse pour un accès universel à l'énergie propre d'ici 2030 et la décarbonation de l'économie mondiale dans la seconde moitié du siècle. L'accès à l'énergie est un droit humain fondamental, avec des services énergétiques modernes — tels que l'éclairage, des combustibles plus propres pour la cuisine, la réfrigération, des services médicaux, l'eau pompée et les technologies de communication — ceux-ci étant une condition nécessaire du bien-être économique.

Sans de nouvelles approches innovantes, les tendances inacceptables continueront, comme le fait que les femmes souffrent davantage que les hommes de la pauvreté énergétique répandue dans les pays en voie de développement notamment par manque d'accès à l'électricité de base et aux combustibles de cuisson propres.

Mais le vent tourne. La prolifération des acteurs travaillant à l'intersection de l'égalité des sexes, de l'inclusion sociale, de l'énergie durable et du changement climatique représente une voie prometteuse. La légitimité de l'inclusion de l'égalité des sexes et de l'accès à l'énergie, comme un domaine de questions interdépendantes est maintenant bien établie ; de nombreuses études montrent des avantages positifs lorsque ces questions sont abordées ensemble. Un mouvement mondial se dessine pour créer une approche plus inclusive afin d'élargir l'accès à l'énergie, avec des femmes et des personnes marginalisées occupant le devant de la scène - non plus comme victimes, mais en tant qu'agents et accélérateurs du changement. Les objectifs de développement durable (SDGs) — plus précisément, SDG 7 sur l'énergie et SDG 5 sur l'égalité des sexes — soutiennent ce mouvement en créant une plate-forme pour la collaboration, l'investissement et l'action.

L'élan est également de construire une approche fondée sur les droits d'un accès à l'énergie des femmes et des personnes marginalisées — qui doivent être impliquées dans la planification, la conception et l'exécution des services énergétiques — afin d'assurer ces approches créatives avec les thèmes communs d'émancipation et d'égalité qui reflètent leurs contextes et maximisent les avantages pour tous. Cela peut aider à créer un monde où hommes et femmes profitent d'un accès égal aux services énergétiques modernes ; où les femmes participent plus pleinement dans l'ensemble du paradigme d'accès énergétique ; où les finances sont déverrouillées pour une plus grande égalité entre les sexes, l'inclusion sociale et l'émancipation des femmes dans le secteur de

; où les finances sont déverrouillées pour une plus grande égalité entre les sexes, l'inclusion sociale et l'émancipation des femmes dans le secteur de l'énergie ; et où des partenariats se nouent ou renforcent cet apport de nouvelles perspectives et d'un plus grand éventail d'intervenants pour atteindre un secteur de l'énergie qui soit plus attentif à l'égalité des sexes et socialement inclusif

COMPRENDRE LE PAYSAGE DU SOUTIEN AUX FEMMES ET AUX GROUPES MARGINALISÉS DANS L'ÉNERGIE DURABLE

Il existe une grande diversité et une activité significative dans les initiatives, les organisations, les instruments de politique et les entreprises qui adoptent une approche proactive de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale. Mais là où ils travaillent, sur quel objectif, et la façon dont ils sont reliés les uns aux autres n'est ni bien comprise ni cataloguée de manière systématique

Ce rapport de cartographie entre les l'égalité des sexes, « *Ouvrir les portes* » est un premier effort du genre pour cataloguer systématiquement l'univers étendu des intervenants et des initiatives qui abordent la pauvreté énergétique et l'accélération mondiale vers une énergie propre transition par l'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité des sexes et l'inclusion sociale.

Cette recherche cartographie le paysage de ce qui se passe dans le monde entier dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale, sur qui le fait, et sur la manière dont les fonds sont distribués. Ses données appuient l'apprentissage sur la base de l'expérience et des acteurs travaillant sur l'égalité des sexes, l'énergie et le développement durable aux niveaux locaux, régionaux et nationaux. Elles préconisent le renforcement de l'engagement sur ces questions en fournissant des preuves de l'effet de transformation de l'égalité des sexes, de l'inclusion sociale et l'émancipation des femmes, car cela influence l'énergie durable et les ordres du jour relatifs au changement climatique. Et, enfin, elles informent de la mise en œuvre de cadres internationaux.

TENDANCES DANS LES APPROCHES ADAPTÉES À CHAQUE SEXE ET SOCIALEMENT INCLUSIVE POUR L'ÉNERGIE DURABLE

Les tendances décrites ici reflètent les données recueillies par le biais de recherches documentaires et d'entrevues structurées sur 174 programmes, sur les organisations et les instruments de politique axés sur la pauvreté énergétique et sur la transition pour une énergie propre dans sept régions géographiques. ¹

Les centres d'analyse se concentrent sur la répartition géographique de ces entités, leurs principaux objectifs, les types d'activités qu'ils exercent, les caractéristiques de ces fonds et la mise en œuvre de programmes et les moteurs pour leur adoption et leur réussite, ainsi que les innovations et les obstacles au progrès. Cette recherche est un point de départ pour la création d'une cartographie plus détaillée qui nous l'espérons ouvrira la voie à l'élargissement de la communauté des acteurs travaillant sur l'égalité des sexes et l'inclusion sociale ainsi que sur les enjeux de l'énergie durable et favorisera une augmentation significative des capitaux investis dans les solutions d'énergies durables.

La région rapportant le plus grand nombre d'activités a été l'Afrique subsaharienne, où 34 % des programmes, des entreprises et organisations signalés travaillent (Figure ES.1). La seconde région en termes d'activités est l'Asie du Sud, avec 18 pour cent d'activités. Ces deux régions possèdent un accès à des énergies importantes et des défis significatifs en termes de pauvreté qui comptent pour l'essentiel dans les 1.06 milliards de gens qui vivent sans électricité dans le monde. De plus, l'Afrique subsaharienne possède l'indice de développement humain le plus faible du monde (0.523 comparé au 0.887 de l'OCDE) ainsi que le taux le plus élevé d'inégalité entre les sexes (0.572 comparé à 0.194 pour l'OCDE).²

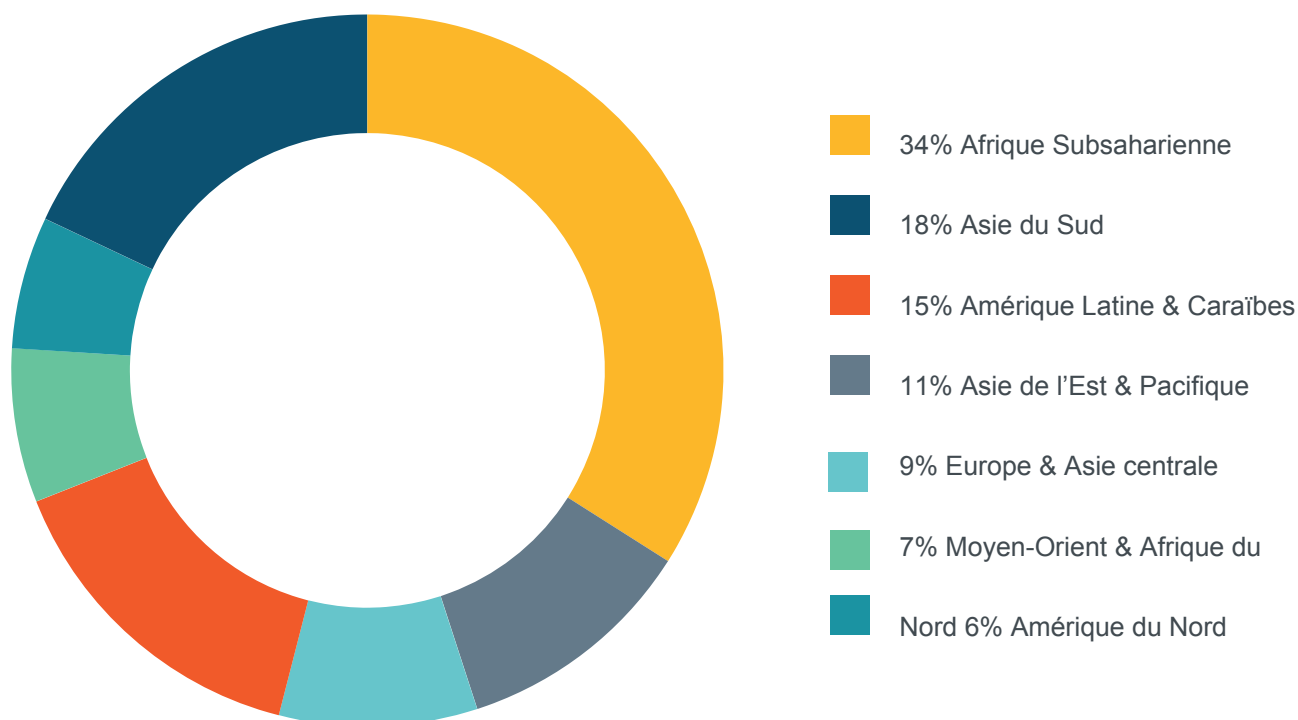
Un peu plus de la moitié des entités comprises dans l'étude identifient la pauvreté énergétique comme leur axe primaire (28 pour cent) ou l'accélération de la transition vers une énergie propre (24 pour cent) (Figure ES.2.) Des tendances communes existent entre les régions qui affichent des profils sociaux-économiques similaires. En Afrique subsaharienne, dans l'Asie du Sud, l'Asie de l'Est et le Pacifique, les initiatives liées à la pauvreté énergétique prévalent.

Elles se concentrent sur les régions éloignées de l'électrification, rendant les technologies énergétiques renouvelables accessibles aux « clients du dernier kilomètre » - en soutenant les fourneaux améliorés et les carburants de cuisson modernes, et en déplaçant des capitaux dans le secteur. Ce qui reflète les faibles revenus et les bas niveaux d'accès à l'énergie dans ces régions. En Amérique Latine

¹ Asie de l'Est et Pacifique (EAP), Europe et Asie centrale (ECA), Amérique Latine et les Caraïbes (LAC), Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), Amérique du Nord (NA), Asie du Sud (SA) et Afrique Subsaharienne (SSA)

² UNDP (2016), *Human Development Report*: <http://bit.ly/2nJ2t6c>

FIGURE ES.1 REPARTITION REGIONALE DES INITIATIVES INCLUSES DANS LA RECHERCHE



Les programmes d'Amérique et des Caraïbes, ainsi que ceux d'Europe et d'Asie centrale se concentrent principalement sur l'accélération de la transition vers une énergie propre au moyen de l'efficacité énergétique, la recherche, le transfert de technologie et le financement. Ce qui est indicatif de revenus plus importants et de plus hauts niveaux d'accès à l'électricité.

L'émancipation des femmes (WE) l'égalité des sexes et l'inclusion sociale (GSI) sont rapportés comme étant moins prioritaires, à 22 pour cent et 15 pour cent, respectivement. L'émancipation des femmes, en Europe et en Amérique du Nord, est principalement le fait des associations et réseaux qui visent à accroître le leadership féminin et le coaching d'une nouvelle génération de leaders. En Afrique subsaharienne et en Asie, en revanche, l'emphasis porte sur le développement économique des femmes.

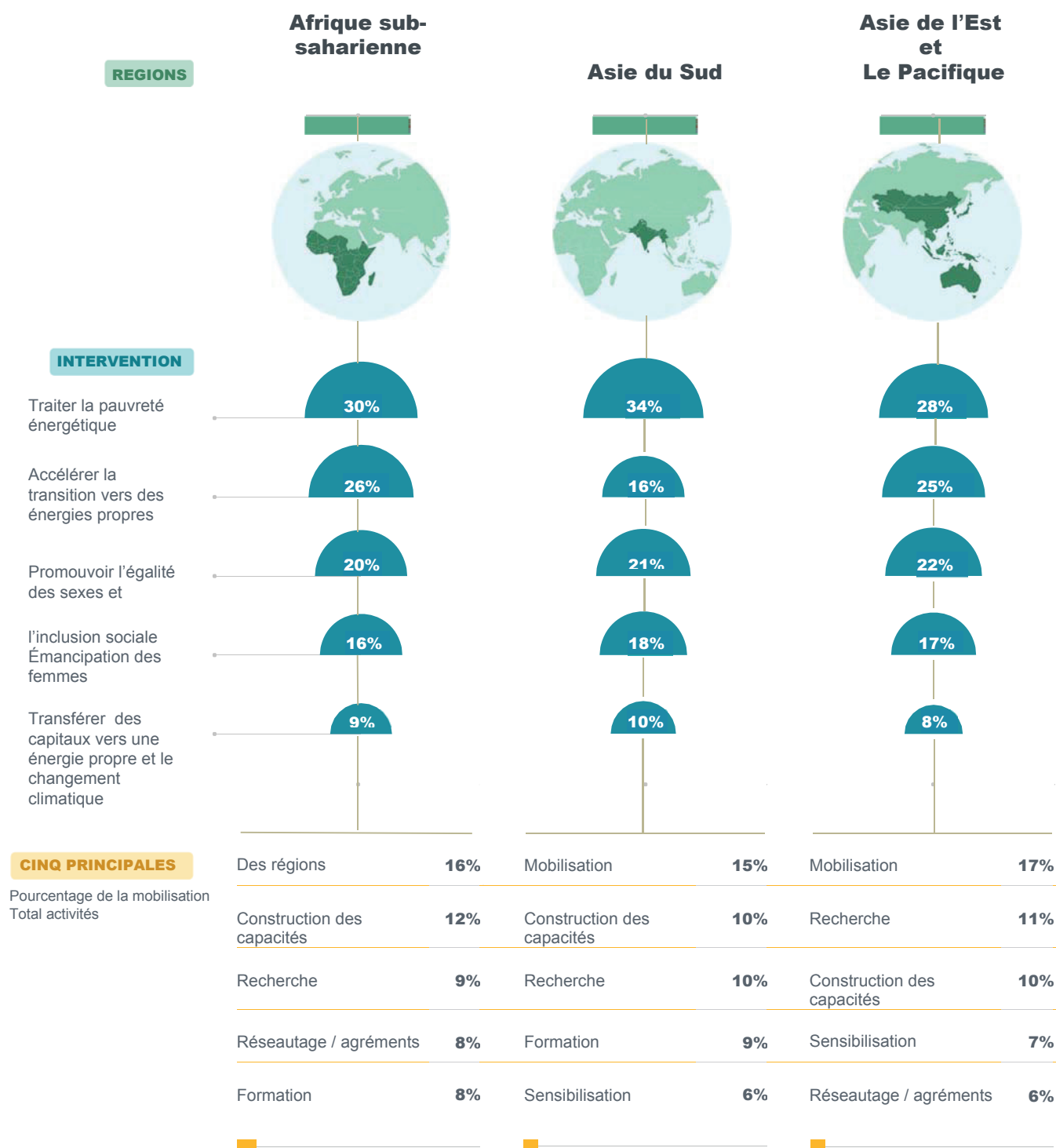
Seulement 12 pour cent des organisations se concentrent sur le déplacement

Des capitaux vers des solutions énergétiques durables qui favorisent l'égalité des sexes et l'inclusion sociale Les trois acteurs clés du financement dans cet espace sont : les institutions de développement, les institutions gouvernementales, et les organismes caritatifs. La plupart sont établis aux États Unis et en Europe et déplacent le capital vers les régions de l'Afrique subsaharienne, l'Amérique Latine et les Caraïbes, et l'Asie-Pacifique.

Les institutions de développement et les gouvernements financent 45 pour cent des programmes. Ils ont ouvert la voie, traditionnellement, en finançant des approches de développement innovantes dans les pays à faible revenu et ce sont des pionniers clés du financement des initiatives en faveur de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale. Les organismes de financement gouvernementaux sont en majorité des gouvernements étrangers qui soutiennent les pays en voie de développement au travers d'accords de coopération, mais certains gouvernements nationaux fournissent également un



FIGURE ES.2 PRIORITES ET APPROCHES REGIONALES



Source : Base de données Sustainable Energy for All (au 1er Novembre 2017).

**Amérique Latine
et
Les Caraïbes**

24%

26%

24%

8%

18%

Mobilisation **15%**Construction des capacités **10%**Recherche **10%**Services financiers **7%**Formation **7%****Moyen-Orient et
Afrique du Nord**

22%

17%

30%

13%

17%

Mobilisation **17%**Recherche **12%**Politique nationale **7%**Réseautage / agréments **7%**Construction des capacités **6%****Europe et
Asie centrale**

27%

30%

20%

17%

7%

Mobilisation **15%**Recherche **12%**Réseautage / agréments **8%**Sensibilisation **7%**Formation **6%****Amérique du
Nord**

14%

23%

23%

18%

23%

Mobilisation **18%**Recherche **13%**Réseautage / agréments **8%**Sensibilisation* **7%**Services financiers* **7%**

Notes : 1. Le pourcentage total peut ne pas totaliser 100 du fait d'erreurs d'arrondis. 2. La ligne en pointillés représente approximativement la Ligne de contrôle de Jammu et du Kashmir par l'Inde et le Pakistan. Le statut final du Jammu et du Kashmir n'a pas encore été convenu entre les parties. 3. Cette carte a été produite par SEforALL Elle est basée sur la Carte du monde des Nations unies, que l'on peut trouver à l'adresse suivante : <http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/world.pdf>. Les frontières, les couleurs, les dénominations et les autres informations figurant sur cette carte n'impliquent aucun jugement de la part de SEforALL ou de Power for All, concernant le statut juridique d'un territoire ou l'approbation, ou l'acceptation de ces frontières.

La sensibilisation et les services financiers sont liés aux subventions à 7%.

Soutien financier aux initiatives dans leurs pays. Les organismes gouvernementaux de financement les plus communément cités sont ceux de l'Union européenne.

Les fondations et organismes caritatifs ont contribué à hauteur de 20 pour cent des cas, mais il faut noter que la taille de l'échantillon dans la base de données est très petite.

Les apporteurs de financement travaillent habituellement en partenariat, chacun contribuant au financement générale ou intervenant à divers stades de la croissance organisationnelle. 36 pour cent des initiatives dans la base de données ont reçu un financement des institutions de développement, des institutions du gouvernement et de fondations. Le financement apporté est de manière très majoritairement fondé sur des subventions (66 pour cent)

Les sociétés apporteurs de financement sont actives en Europe et en Asie centrale ainsi qu'en Amérique du Nord, où elles apportent plus de 20 pour cent du financement général. L'Amérique Latine et les Caraïbes, et l'Asie du Sud bénéficient également de 12 pour cent et de 16 pour cent de financement des sociétés, respectivement, alors que l'Afrique sub-Saharienne n'en reçoit que 5 pour cent.

Les activités les plus communes sont la mobilisation, la recherche, la construction des capacités, la formation, le réseautage / agréments, et la sensibilisation. Ce qui est cohérent avec la nature embryonnaire du domaine de l'égalité des sexes, qui a initialement dû se battre pour obtenir acceptation et légitimité. Ainsi, l'accent est mis sur les activités de démarrage afin de bâtir une fondation solide pour agir.

La mobilisation est l'activité la plus largement rapportée dans toutes les régions, où le réseautage et les rassemblements sont plus prononcés en Europe et Asie centrale, au Moyen-Orient et Afrique du Nord, et en Amérique du Nord. Le réseautage et la mobilisation rassemblent des gens qui partagent la même vision pour accroître leur puissance et leur permettre d'influencer les décideurs politiques pour changer les comportements. Dans les dernières 10 ou 15 années nous avons assisté à un changement notable du discours international sur la connexion

entre l'énergie et les programmes liés au changement climatique, à l'égalité des sexes et l'inclusion sociale. Cela est dû en partie aux efforts incessants des défenseurs de la première heure de ces valeurs. Ces efforts se reflètent dans l'augmentation récente de la visibilité et de la disponibilité des financements, bien que cette augmentation demeure relativement faible. Les normes internationales d'égalité des sexes se font très graduellement sentir dans le secteur privé et au sein des services publics, ce qui bénéficie aux entreprises en termes financiers et non financiers.

La formation et les activités de construction des capacités sont davantage prévalentes en Afrique sub-Saharienne, Asie du Sud, Amérique Latine et aux Caraïbes, en Asie de l'Est et Pacifique. La construction des capacités aide à créer le savoir-faire nécessaire à la mise en œuvre des programmes et pour bâtir un environnement favorable à d'autres investissements et à la croissance en général. Que cela soit lié au sexe ou non, la tendance des grands véhicules financiers est d'ajouter un composant de construction des capacités à tous les projets qu'ils financent dans les pays en voie de développement.

Les signes encourageants révélés dans la base de données sont entre autres que d'autres acteurs offrant un large éventail de perspectives rejoignent le mouvement en se concentrant sur les problèmes tels que la fabrication, la distribution, le service et l'installation, les services financiers, la surveillance et l'audit (Case ES.1).

Les organisations internationales non gouvernementales (ONG) et les organisations populaires prennent la tête dans les programmes de mise en œuvre, en travaillant habituellement en partenariat Les institutions de formation et de recherche sont impliquées dans 16 pour cent des programmes et le secteur privé est impliqué dans 15 pour cent d'entre eux. Cette répartition est typique des projets de développement qui n'attendent pas de rentabilité financière.

La diversité des activités opérant aux niveau national et local suggère que qu'adapter les idées au contexte local spécifique en ce qui concerne les sexes et les situations énergétiques demeurent importantes, ainsi que la vision croissante d'un encadrement de l'accès à l'énergie pour les femmes au titre d'un problème de droits de l'Homme. Dans tous les pro-

³ EY, 2016. *Diversité et perturbation des services publics : Comment Quatre déconnexions empêchent une plus grande diversité hommes-femmes et l'innovation dans les sociétés d'électricité et de services publics* : <https://go.ey.com/2haw7zN>

CASE ES.1 METTRE EN LUMIÈRE LES INNOVATIONS DE TOUS LES COINS DU MONDE

Apprendre des différentes approches pour promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion sociale qui peuvent aider à traiter la pauvreté énergétique et accélérer la transition vers des énergies propres est un objectif central de cette cartographie. Le rapport met en lumière dix exemples innovants dans le détail. Un échantillon de ces innovations est résumé ici :

Entreprenariat énergétique : L'approche nouvelle d'ENERGIA pour l'émancipation économique des femmes

Le programme d'émancipation économique des femmes d'ENERGIA travaille en étroite relation avec les entrepreneurs femmes du secteur de l'énergie dans des régions difficiles à atteindre au Népal, en Indonésie, au Kenya, au Nigeria, en Tanzanie, Ouganda et au Sénégal. Le modèle de distribution au « dernier kilomètre », centré sur des micro et petites entreprises dirigées par des femmes, a permis de mener un robuste programme avec 4 000 femmes entrepreneuses impliquées dans la vente et la distribution de produits d'énergie propre ou ayant adopté l'énergie propre pour accroître la productivité des entreprises existantes.

Passer du carburant à la gazéification de la biomasse : Burkina Faso

Le personnel des plantations de noix de cajou est habituellement composé de 90 pour cent de femmes qui s'occupent de décortiquer, nettoyer et trier les noix, mais la production locale est limitée. La gazéification de la biomasse des déchets de coques a permis d'éliminer l'utilisation du bois et du GPL dans le processus et pave la voie à une expansion importante de la production locale. Cette démarche devrait amener un revenu accru et davantage de passages aux énergies propres.

Parité hommes-femmes pour les Politiques et réglementations de l'énergie : Le Centre ECOWAS pour l'énergie renouvelable et l'efficacité de l'énergie (ECREEE) sur le devant de la scène

Les responsables étatiques de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (ECOWAS) ont adopté la première politique régionale sur l'égalité hommes-femmes dans le cadre du développement de l'énergie en juin 2017. La politique ECOWAS pour la parité Hommes-Femmes dans l'accès à l'énergie engage les gouvernements des 15 états membres à : accroître la sensibilisation de la parité hommes-femmes face à l'énergie au sein du gouvernement, des académies, et en général : faciliter la parité dans toutes les activités liées à l'énergie dans le secteur public ; atteindre la parité des emplois et des postes décisionnaires dans le secteur public de l'énergie ; et garantir que les femmes aient une opportunité égale de participer au secteur énergétique privé. Il existe à présent une réglementation ECOWAS qui rend obligatoire les évaluations de l'impact des projets envisagés sur la parité hommes-femmes. ECOWAS influence également le changement dans toute l'Afrique, avec des efforts similaires entrepris à présent dans l'Est Africain (Le Centre d'Afrique de l'Est pour l'Énergie Renouvelable et l'Efficacité de l'Énergie) et en Afrique du Sud (Centre d'Afrique du Sud pour l'Energie Renouvelable et l'Efficacité de l'Énergie).

Campagne Shine : Rassembler les ressources et les engagements pour un accès universel à l'énergie

Une nouvelle campagne mondiale dénommée *Shine* : Investir dans l'accès à l'énergie pour tous invite les partenaires internationaux à : s'engager dans des actions ambitieuses, durables et collaboratives d'accès à l'énergie au travers de programmes, subventions, et investissements ; et à participer activement à une communauté de pratique dédiée à éradiquer la pauvreté énergétique. Les partenaires comprennent le Wallace Global Fund, Sustainable Energy for All, GreenFaith, IKEA Foundation, Mott Foundation, et d'autres. Une attention particulière est accordée à l'égalité des sexes et l'inclusion sociale en catalysant le développement de l'énergie propre distribuée à une échelle permettant d'atteindre le but d'un accès universel à l'énergie pour 20

-grammes, la présence de champions locaux bien informés investis dans des résultats inclusifs - et désireux d'apporter une plus grande visibilité à ces problèmes - a été un facteur décisif de réussite.

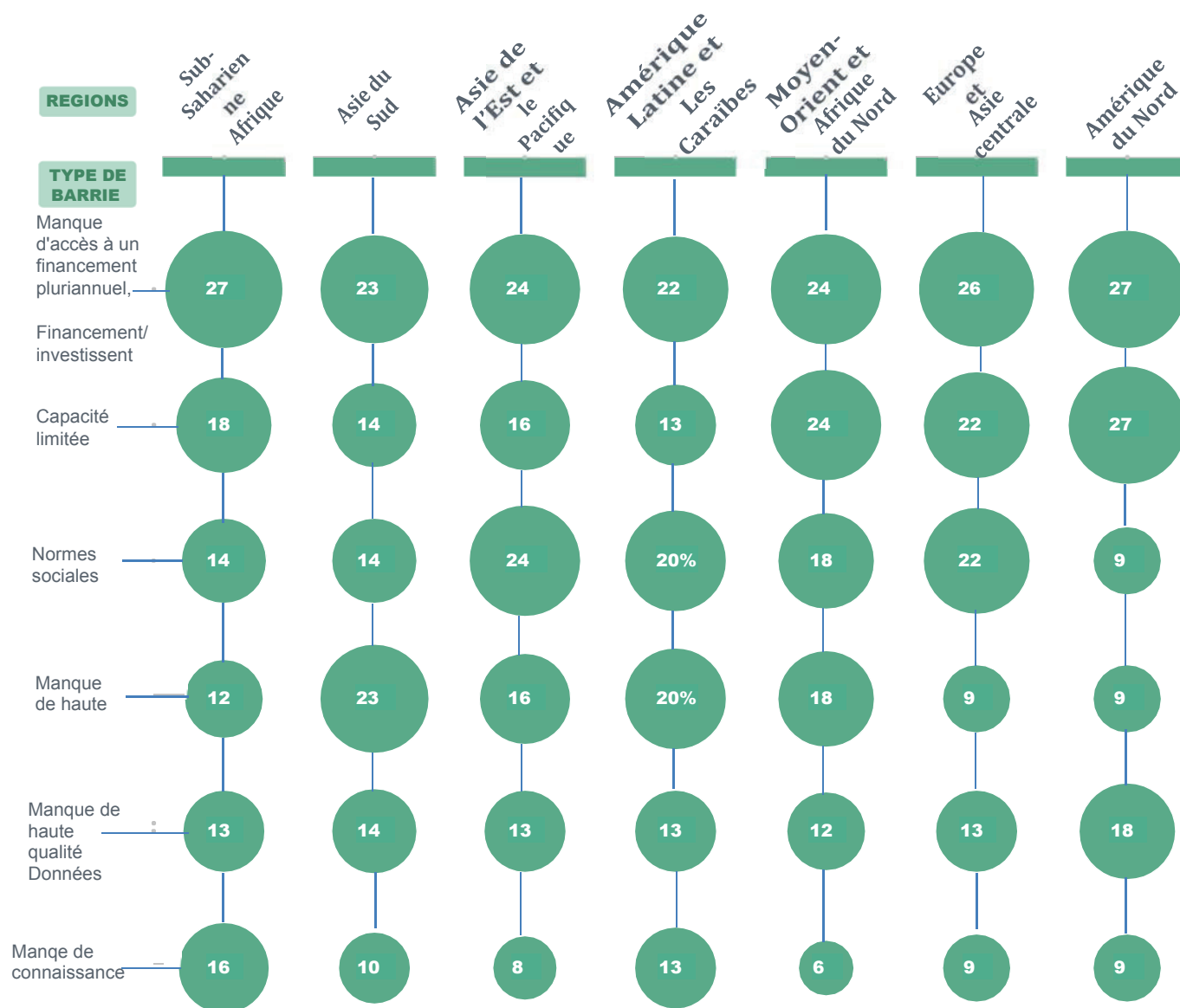
Les trois barrières les plus importantes identifiées par la recherche sont : 1) le manque d'accès à un financement pluri-annuel, 2) une capacité limitée et 3) des normes sociales et culturelles inhibantes (Figure ES.3).

Dans toutes les régions, et indépendamment du type d'organisation, l'accès à un financement pluri-annuel est rapporté comme la barrière la plus importante - même en Amérique du Nord où le financement est apparemment plus accessible. L'accès à un financement pluri-annuel peut être particulièrement complexe, étant donné que les modèles philanthropiques et de développement évoluent vers des subventions à court terme, et l'accroissement de la concurrence pour les financements.

Une capacité limitée est la seconde barrière la plus évoquée. L'égalité hommes-femmes et le secteur de l'énergie sont spécifiquement mis à mal du fait du manque de femmes dans le domaine technique, limitant leur participation dans les sociétés énergétiques et leur implication en tant qu'entrepreneuses, au-delà du segment de vente au détail dans la chaîne de valeur. La capacité limitée reflète également les difficultés rencontrées par les partenaires locaux à l'œuvre et une compréhension limitée de la façon d'incorporer la parité hommes-femmes et l'inclusion sociale dans les programmes énergétiques.

Les barrières qui ont trait aux normes culturelles et sociales sont inhérentes aux initiatives en faveur de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale. À la racine de ces contraintes, on trouve la subordination des femmes aux hommes dans de nombreuses cultures, qu'il s'agisse de projets énergétiques, d'éducation ou de prise de décision.



FIGURE ES.3 LES BARRIÈRES LES PLUS COMMUNES DANS CHAQUE RÉGION

Source : Base de données Sustainable Energy for All (au 1er Novembre 2017).

Notes : 1. Le pourcentage total peut ne pas totaliser 100 du fait d'erreurs d'arrondis. 2. Plusieurs barrières peuvent être sélectionnées. Pourcentages basés sur un nombre total de barrières rapportées dans chaque région.

De façon notable, la « connaissance limitée » a été l'une des barrières la moins rapportée, ce qui indique peut-être que les problèmes d'énergie, de climat, d'égalité des sexes et d'inclusion sociale commencent à être reconnus de façon plus large.

Il est également utile de noter que le manque de données statistiques non agrégées sur la parité sexuelle s'étend à toutes les facettes de ce programme, ne permet pas de comprendre quelle est la portée de l'inégalité des accès et opportunités. La collecte de données est particulièrement difficile dans les régions rurales isolées des pays en voie de développement ou possédant de petites organisations populaires qui n'ont pas les moyens de se concentrer sur la collecte de données.

ALLER DE L'AVANT

Transférer des capitaux vers des solutions énergétiques durables favorisant l'égalité des sexes et l'inclusion sociale : La recherche montre qu'une large gamme d'activités, y compris la mobilisation, la recherche, la construction des capacités, la formation, le réseautage et le rassemblement, ont amené une fondation importante pour accroître, mûrir et apporter davantage d'impact en termes d'égalité des sexes et d'inclusion sociale, au fur et à mesure que le secteur de l'énergie attire davantage d'investissement et d'engagement du secteur privé. Les subventions doivent être augmentées en montant et en teneur pour répondre aux barrières les plus fréquemment citées d'un « manque d'accès à un financement pluriannuel » et utilisées pour tirer davantage parti des divers types de financement durables, y compris les investissements commerciaux. Plus de fonds centrés sur l'inclusion méthodique des femmes dans les véhicules de financement de l'énergie durable existants est un besoin essentiel, reconnaissant qu'il existe des arguments basés à la fois sur les droits et sur l'efficacité pour ce faire. La preuve continue d'émerger du cas de l'efficacité.

Partenariats, apprentissages et collaboration : La recherche démontre une grande variété et la créativité des entités qui travaillent sur l'égalité des sexes et l'inclusion sociale quand elles ont trait à l'énergie durable. Il existe une opportunité significative pour relier les points entre les groupes qui pénètrent par les différentes « portes » que

sont l'égalité des sexes, l'environnement, les droits de l'Homme, le climat, l'énergie, le développement, le commerce et la finance. Les champions doivent se connecter les uns aux autres au travers des géographies, tant Sud-Sud que Sud-Nord, entre les disciplines et entre les niveaux d'action pour tirer parti des innovations et amener celles-ci à davantage d'impact durable

De plus, là où mes connexions sectorielles naturelles existent, il peut être important de bâtir de larges coalitions d'intérêts. Il serait utile d'établir des connexions entre l'énergie durable et les secteurs qui affectent les femmes et les groupes défavorisés de façon disproportionnée, comme la cuisine ou la finance des utilisateurs finaux, mais également dans des zones moins évidentes telles que la santé maternelle, la sécurité alimentaire, l'eau propre, l'entrepreneuriat, l'agriculture, l'éducation entre autres domaines. Cela pourrait promouvoir l'apprentissage interdisciplinaire permettrait d'exploiter de nouvelles opportunités et financements conjoints.

Mobilisation, engagement de la communauté et changement politique : Dans un contexte de coûts de production diminués pour les technologies de l'énergie renouvelable et les cibles internationales sur l'énergie et le changement climatique, le temps est venu de bâtir un mouvement plus cohésif et plus puissant pour l'égalité des sexes, l'inclusion sociale, l'émancipation des femmes et l'énergie durable. Les plateformes qui rassemblent les divers acteurs et élèvent le profil des individus et des groupes sur le terrain devraient recevoir un soutien généreux. Des ressources sont nécessaires pour aider à l'agrégation des demandes de lobbying, la coordination des messages entre les groupes, et un plan de mobilisation stratégique au plus haut niveau pour construire l'égalité des sexes et l'inclusion sociale de façon plus ferme au travers d'opportunités énergétiques durables, de financement et de services. Lorsque l'énergie durable devient largement vue dans les sphères politiques, non pas comme simplement une zone de problèmes, mais comme un droit de l'homme - et des femmes - la porte est ouverte aux actions de suivi, de budgétisation et de réforme politique.

PROCHAINES ETAPES

Il est à espérer que, armés de ces informations, les participants puissent s'engager dans de nouvelles

opportunités, telles que la création de partenariats pour la mise en œuvre et le financement, et puissent apprendre des approches qui peuvent ne pas être bien connues mais offrent beaucoup de potentiel.

Les quatre prochaines actions immédiates sont proposées aux donateurs philanthropiques et aux institutions de financement du développement sur les prochains trois à six mois pour améliorer l'intégration des sexes et l'inclusion sociale dans l'énergie durable.

1. Rendre publique et continuer à étendre cette base de données comme un outil en ligne pour fournir des informations à un public mondial, sur qui fait quoi, pour aider à identifier les lacunes dans la programmation ou le financement, et pour favoriser les liens au sein du secteur de l'énergie, ou entre ce dernier et d'autres secteurs de développement.
2. Lier les conclusions de cette cartographie aux efforts à venir pour concevoir ou mettre en œuvre les programmes qui font avancer l'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans le secteur de l'énergie durable. Le but serait de soutenir ces efforts pour bâtir une circonscription plus large pour l'action ; de gagner une compréhension plus grande des activités à venir, et des synergies qu'elles impliquent -

ou auxquelles elles pourraient se connecter - pour accélérer l'action ou en accroître la portée ou l'impact ; et accroître tant la visibilité que l'importance des efforts innovants qui sont entrepris, tout en fournissant des leçons pour d'autres initiatives.

3. Pour l'accès à l'énergie, mener un effort participatif populaire, afin de créer une stratégie unifiée pour déverrouiller les barrières à une approche plus favorable à l'égalité des sexes et à l'inclusion sociale dans le cadre de l'énergie durable. La stratégie devrait articuler les ressources nécessaires pour mettre en œuvre cette stratégie, y compris les types de financement généraux et leurs montants pour atteindre les principaux buts mondiaux par sous-secteur, ainsi que les sources de financement. Elle devrait fournir un point de ralliement pour la collecte des capitaux. Par ailleurs, ce document devrait aider les acteurs du financement à mieux coordonner et planifier leurs activités d'une façon durable.
4. Soutenir un mouvement qui rassemble l'ensemble des divers acteurs autour des problèmes et des besoins communs, et qui nécessite de mettre en lumière où traverser les frontières (tant géographiques que sectorielles) dans cette cartographie afin de s'unir par des moyens qui bâtissent un élan autour de l'accès à l'énergie durable en tant que droit des femmes.





#SDG7AllEqual
To find out more, please visit SEforALL.org/AllEqual